

Honduras : Dernières exactions constatées au 4 mars

11-03-2010

Le 25 février des policiers reconnus comme faisant parti des escadrons de la mort ont tenté d'agresser et ont menacé ouvertement des manifestants, pendant ce temps d'autres prenaient des photos. Ces mêmes personnes ont suivi un jeune résistante et ont tenté de l'enlever. Ces derniers jours, les femmes entrées en résistance subissent plus de menaces (verbales, téléphoniques et autres) de la part des forces de sécurité et des nervis des putschistes que les autres membres de la résistance. Des hommes armés cherchent le journaliste, ils ont même questionné un de ses voisins sous la menace d'une arme. Une juge pour enfants a été assassinée à Tegucigalpa en plein jour par deux hommes armés. L'ambassadeur des États-Unis, Hugo Llorens, a rendu visite à Carol Cabrera la journaliste qui a été gravement blessée dans un attentat en début de semaine.

Tentative d'enlèvement d'un membre actif de la Résistance TEGUCIGALPA 25 FÉVRIER 2010 : Quand le début de la marche arrivait à la Cathédrale, en face du Parc Central, un agent de police a cherché à agresser un des garçons qui barriolait un des murs du parc, cette intervention a tendu l'atmosphère et échauffé les esprits de l'équipe de sécurité de la manifestation. Durant l'échange verbal tendu avec l'agent de police, quatre agents de police [NDT : en civil, voir plus loin] (reconnus comme membres des escadrons de la mort) sont sortis de la manifestation, arme à la main et ont commencé à menacer publiquement et sans aucune crainte les membres de la sécurité de la manifestation, ce qui montre l'impunité dans laquelle agissent les services de sécurité honduriens. La menace faite par les policiers était complètement disproportionnée, jamais vue jusqu'alors. Ces agents de police, et par ailleurs membres des escadrons de la mort, prenaient des photos et des notes au sein de la manifestation sans entraîner de suspicion, cette façon d'agir [1] est une des méthodes utilisées par les escadrons de la mort sous la protection de la police. Tomas Enrique Garcia crédit photo : CODEH Ces personnes, pleinement identifiés, ont suivi le jeune Tomas Enrique García Castillo, qui est membre actif du Front National de Résistance Populaire. Samedi quand Tomas est sorti de l'université, il a pris le taxi collectif vers le quartier Kennedy, est descendu en face du supermarché País, et est dirigé vers sa maison. Vers 22h après avoir longé le mur clôturant l'École Normale Mixte Pierre Nufio, il a vu un véhicule Toyota 3.0 double cabine de couleur gris clair se garer. Les occupants de la voiture étaient cagoulés, trois d'entre eux sont descendus et ont tenté, par la force, de le faire monter dans le 4x4. Cette manoeuvre a généré un échange de coups jusqu'à ce que le jeune homme réussisse à s'échapper en courant. A la suite de cette agression il est gravement commotionné sur plusieurs endroits de son corps, le rendant inapte pour continuer ses études et son travail. Dans le témoignage donné au Comité pour la Défense des Droits de l'homme, le jeune homme raconte le tableau épique de son affrontement tandis que les membres de l'escadron de la mort tentaient de l'enlever ils lui disaient qu'ils allaient déjà voir il se comportait en homme, comme il avait fait le jeudi jour de la manifestation, en réponse ils ont trouvé le courage du jeune homme qui après ne pas avoir cédé à la peur les a résolument affronté, ce qui lui a sauvé la vie. Le CODEH a sollicité des mesures de précaution et nous attendons les mesures pertinentes pour garantir la vie de Tomas. Le contexte Cette affaire arrive dans un contexte de violations systématiques des droits de l'homme qui vont des assassinats, tortures, enlèvements, viols, violation de domicile, aux menaces de mort téléphoniques, la CODEH alerte la communauté internationale sur le fait que la situation vécue aujourd'hui les membres de la Résistance au Honduras est pathétique, les recours judiciaires pour combattre l'impunité se sont effondrés. Les représentants du pouvoir juridique et du Ministère Public sont si arrogants et manquent tellement de décence qu'ils mettent en place l'impunité au grand jour, face au peuple qui a perdu toute confiance et toute foi en ses institutions judiciaires. Alerte le monde, ils sont entrain de nous tuer !! Les femmes de la résistance, les plus menacées dans les derniers jours Blanca Dole, Celeste Mejía et Gabriela Flores, des directions du Collectif Féministe des Femmes Universitaires, COFEMUN, ont remarqué qu'elles sont systématiquement suivies depuis décembre dernier, par des voitures sans plaque aux vitres teintées, qui ajoutent à la campagne de harcèlement par des appels téléphoniques où les interlocuteurs sollicitent des pillules abortives et demandent où sont les cliniques pour avorter. Le Collectif de Femmes Universitaires sont une organisation de femmes qui maintient un rôle belligérant dans le pays spécialement depuis le 28 juin 2009 quand le coup d'État a été perpétré, en plus de défendre les droits de la communauté LGTB (lesbienne-gay-transsexuelle-bisexuelle) du pays. "Après les assassinats de Walter Tróchez et de Renán Fajardo [2], j'ai eu l'impression d'être suivi par des voitures sans plaques équipées de vitre teintées, en plus des femmes inconnues téléphoniques en disant qu'elles veulent actualiser leurs données de cartes de crédit et sollicitent mes données personnelles, mais quand je refuse de leur répondre elles s'en offusque beaucoup", décrit Blanca Dole. En mai de l'an dernier, Dole fut l'objet d'un procès pénal de la part de Martha Lorena Alvarado, déléguée du Congrès National et qui a eu la charge la Chancellerie de la République sous le gouvernement de facto de Roberto Micheletti, pour délit de violation de la vie privée, quand le COFEMUN a dénoncé que la parlementaire se positionnait contre les droits des femmes et promouvait l'inquisition. Pour sa part la maîtresse Reina Suyapa Centeno Aguilar, a dénoncé le fait qu'elle est l'objet de menaces de mort par SMS, elle reçoit des messages du type "Tu joues ta mort", de plus ses téléphones ont été mis sur écoute. [3] Des dizaines de personnes sont venues voir le COFADEH pour dénoncer ce type d'intimidations qui représentent un grand risque, elle est le sous directeur de l'École Nationale de Beaux-Arts, Rafael Gerardo Cáceres qui a été harassé avec des SMS [4], à un degré tel que son cas a préoccupé à Amnesty Internationale et la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme qui a envoyé une demande à l'État hondurien afin que celui-ci prenne toutes les mesures de précaution pour que Cáceres ne court plus de risques. [5] Centeno Aguilar est membre active du Bloc Populaire et est aussi membre d'autres réseaux qui réalisent des actions pour la refondation du Honduras, ce qui lui vaut d'être listé par les forces répressives, lesquelles sont plus puissantes

depuis le coup d'État du 28 juin 2009. «T TOCA TU MUERT», c'était le message qu'elle a reçu le 24 février dernier, immédiatement elle a noté le numéro de téléphone de provenance, mais quand elle a appelé personne n'a répondu. [6] «Mes téléphones sont sur écoute parce que quand je fais un appel j'entends un silence étrange», et elle ajoute qu'elle responsabilise le gouvernement illégal de Porfirio Lobo Sosa pour tout qui pourrait lui arriver. La semaine dernière Claudia Brizuela a été assassinée à son domicile, elle était la fille de Pierre Brizuela, dirigeant de la résistance, qui a déclaré qu'il agissait d'une vengeance parce qu'il est actif au sein du Front National de Résistance Populaire. par Dina Meza Menacé de mort : Des hommes armés cherchent caméraman dans sa maison Chaque jour la menace de mort qui pèse sur la vie de Manuel Jesus Murillo Varela est plus grande, il y a à peine cinq jours des hommes armés ont pointé un pistolet sur un de ses voisins pour qu'il leur dise si Manuel était chez lui. Murillo Varela, le caméraman de Globo TV qui a été enlevé et torturé ainsi que son collègue Ricardo Rodríguez, le 2 février dernier [7], par des policiers en civil qui avaient emmené dans une prison clandestine où ils ont été menacés. Bien que le Procureur des Droits de l'Homme ait connaissance du danger de mort que cours Varela et ai également connaissance qu'il existe une vidéo sur un de ses oppresseurs, cette dernière ayant circulé sur une chaîne qui a beaucoup d'audience, il n'y a eu jusqu'à présent aucune enquête ouverte malgré la gravité de l'affaire. Manuel Jesus Murillo Varela Ceci fait que ceux qui menacent sa vie agissent dans la plus parfaite impunité, ainsi que le démontre la présence des hommes armés qui le cherchaient à son domicile le samedi 27 février. «J'ai peur pour ma vie, ces gens me suivent, mes filles et ma femme sont en danger. Parfois je n'arrive pas à dormir parce que tard dans la nuit, il y a trop de circulation de voitures et de motos autour de ma maison qui est située à un angle de rue. Des fois j'imagine qu'ils vont entrer et nous faire mal», a-t-il déclaré au COFADEH. La Commission Interaméricaine des Droits de l'homme, de CIDH, a demandé à l'État hondurien de prendre toutes les mesures de précaution qui s'imposent pour veiller à la sécurité de Murillo Varela et de sa famille, et de lui renvoyer un rapport faisant état de ce qui avait été mis en place sous 20 jours. Depuis que le CIDH a annoncé sa décision au Honduras six jours se sont passés et l'État n'a pris aucune décision concrète pour protéger la vie de Varela. Le caméraman faisait parti de l'équipe de Canal 8, une chaîne de télévision mise en place par le gouvernement de Zelaya Rosales. par Dina Meza Une juge pour enfant du Honduras assassinée La juge pour enfant du Honduras, Olga Marina Laguna, a été assassinée ce mercredi à Tegucigalpa par deux hommes armés qui lui ont tiré dessus en plein jour et en présence de plusieurs témoins, ont indiqué les sources de la Police Nationale hondurienne. Les tueurs ont arrêté leur moto juste en face du véhicule de la juge et ont ouvert le feu sur l'avant de sa voiture, a assuré la porte-parole du Ministère Public Lizza Medina au cours de ses déclarations au quotidien «El Herald». Des agents de la Police Nationale Préventive et de la Direction Nationale d'Investigation sont arrivés sur place pour procéder à l'enlèvement du corps, mais ils n'ont pas donné d'informations faisant référence à l'identité des assassins ni les motifs possibles du meurtre. Durant mois dernier, le Ministère de la Sécurité a organisé une série d'opérations pour réduire la criminalité. Malgré l'augmentation du nombre d'arrestations, le nombre des morts violentes n'a pas été réduit, selon «El Herald». Qui veut accuser l'ambassadeur nord-américain Hugo Llorens ? L'ambassadeur des États-Unis, Hugo Llorens, a condamné hier l'attaque criminelle contre la journaliste Carol Cabrera et l'assassinat de Joseph Ochoa qui accompagnait [8], il a demandé que les responsables soient arrêtés parce qu'on ne peut pas attenter à la vie de personnes du fait de leurs positions politiques. Mercredi matin, le diplomate américain a été au chevet de la journaliste hospitalisée à l'hôpital militaire, et a exprimé sa solidarité avec elle et sa famille. Il n'a ni confirmé ni infirmé la possibilité de faciliter le transfert de la jeune journaliste vers les États-Unis. «C'est une visite à Carol Cabrera, elle a souffert d'un attentat et ils ont tué son collègue qui était avec elle dans la voiture - Joseph Anthony Hernández Ochoa - Il est très préoccupant qu'elle ait été menacée, sa fille a été assassinée et il est clair pour moi que cette tentative d'assassinat est due à ses positions politiques», a dit Llorens. L'interviewé, qui n'a pas admis avoir offert de l'aide à Cabrera afin de la faire sortir du Honduras, a ajouté que «Cela me préoccupe beaucoup. Il y a des cas pour lesquels des gens de différentes positions politiques ont été assassinés et je pense que cela doit être stoppé au Honduras. Il doit y avoir des enquêtes pour déterminer qui sont les assassins et les traîner devant la justice». Llorens a aussi déclaré que le pays vit beaucoup de violence et qu'elle dérive des questions de narcotrafic, «mais ici se sont des menaces contre une personne pour ses idées politiques et dans une démocratie on ne peut pas accepter cela, il y a eu des cas de personnes assassinées pour avoir des positions différentes». Après avoir consulté l'état de santé de la jeune fille, l'accès au centre de santé était interdit à la presse pour des raisons de sécurité, l'ambassadeur a déclaré : «Elle va bien, c'est une femme très forte très courageuse et c'est pour moi un honneur de la connaître et d'être ami avec elle».

Sources :

CODEH via Vos El Soberano "Intento de secuestro miembro activo de la resistencia"

Defensores En Liena "Mujeres de la resistencia, las más amenazadas en los últimos días"

Defensores En Liena "En peligro su vida : Hombres armados buscan a camarógrafo en su casa"

Vos El Soberano "Asesinada a tiros una juez de Infancia de Honduras"

Vos El Soberano "¿A quien quiere acusar el embajador norteamericano Hugo Llorens ?" Traduction : Primitivi Notes [1]

Comme l'a très bien décrit l'officier de l'armée, voir l'article "un officier révèle la feuille de route de l'armée", c'est la manière d'opérer pour éliminer les personnages trop militants : se mêler à la foule, prendre des photos, déterminer les cibles, ensuite enquêter sur la vie de ces cibles et enfin passer à la phase d'élimination. Le plus souvent sur un parcours emprunté fréquemment, ou à un moment où la cible aura de fortes chances d'être seule. Ces opérations de basse police politique demandent évidemment à avoir le

moins de témoins possibles. [2] Voir (dans l'ordre de parution) "Disparitions et assassinats, une vague répressive contre la Résistance", "Le prix Nobel de la Paix et les escadrons de la mort", "Le vice-président de la résistance sauvagement assassiné" et "la presse indépendante dérange, les forces armées sévissent" [3] Voir "Des SMS de propagande émis par l'opérateur TIGO" [4] Voir "menaces de mort contre des professeurs des beaux arts" [5] Voir "la répression continue, assassinats et enlèvements" [6] Voir "la violence est du côté des putschistes" et "témoignages non journalistiques" ainsi que les autres articles précités. [7] Voir "la répression continue, assassinats et enlèvements" [8] Voir "Une journaliste grièvement blessée lors d'un attentat dans la nuit de lundi"
<http://www.primitivi.org/spip.php?a...>